

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 96 - 1160

[33655]

**14 MAI 1996. — Décret modifiant le décret du 27 juin 1985
relatif au Conseil socio-économique de la Flandre (1)**

Le Parlement flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Le présent décret règle des matières visées aux articles 39, 127, 128 et 129 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 3, § 1^{er} du décret du 27 juin 1985 relatif au Conseil socio-économique de la Flandre, modifié par le décret du 4 avril 1990, le deuxième alinéa est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 mai 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias,

E. VAN ROMPUY

(1) *Session 1995-1996 :*

Documents. — Projet de décret : 169, n° 1. — Amendements : 169, n° 2. — Rapport de l'audition publique : 169, n° 3. — Rapport : 169, n° 4.

Annales. — Discussion et adoption : Séances du 8 mai 1996.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 96 - 1161

[C - 27331]

**25 AVRIL 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon accordant des dérogations pour l'exploitation de certains parcs
d'élevage d'animaux appartenant aux catégories grand et autre gibiers ainsi que pour l'achat, le transport et la
vente de ces animaux d'élevage vivants**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 12bis, inséré par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — De l'exploitation de certains parcs d'élevage de gibier

Article 1^{er}. L'élevage d'animaux appartenant aux catégories grand et autre gibiers est autorisé dans les parcs qui présentent un caractère hermétique ne permettant pas le passage de ces animaux dans l'un ou l'autre sens, qui n'ont aucune destination cynégétique et qui correspondent à une des trois catégories suivantes à l'exclusion de toute autre :

1°) les parcs d'élevage exploités à des fins commerciales en vue de la production de viande de grand gibier;

2°) les parcs zoologiques visés à l'article 3, point 9, de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux;

3°) les parcs d'élevage privés non ouverts au public et ne contenant que des animaux des espèces cerf, chevreuil, Daim ou Mouflon qui y sont détenus en vue de la production et de la consommation de viande par le ménage du propriétaire ou en vue de l'observation.

CHAPITRE II. — De l'autorisation d'abattre du grand gibier d'élevage

Art. 2. § 1^{er}. Tout abattage de grand gibier dans un parc visé à l'article 1^{er}, 1° et 2°, du présent arrêté doit faire l'objet d'une autorisation préalable dont la validité ne peut dépasser un an.

Pour les parcs visés à l'article 1^{er}, 3°, du présent arrêté, l'autorisation ne peut dépasser quinze jours.

§ 2. Cette autorisation ne peut être délivrée qu'après enquête et pour les motifs suivants :

1° la production de viande de consommation dans le seul cas des parcs visés à l'article 1er, 1°;

2° la consommation par le ménage du demandeur;

3° l'élimination d'animaux surdensitaires, blessés, malades ou devenus dangereux. Dans ce cas, les animaux tués doivent être consommés sur place ou remis au clos d'équarrissage.

Art. 3. § 1er. La demande d'autorisation d'abattage doit être adressée à l'ingénieur-chef de cantonnement sous pli recommandé à la poste ou remise contre récépissé.

Cette lettre mentionnera notamment le nombre d'individus par espèce et par sexe à abattre, la localisation exacte du parc ainsi que le motif de la demande.

§ 2. L'ingénieur-chef de cantonnement dispose d'un délai de vingt jours ouvrables à partir de la réception de la demande pour y donner suite.

Ce délai est toutefois réduit à trois jours ouvrables dans le cas d'animaux blessés, malades ou devenus dangereux.

§ 3. En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté ou de comportement frauduleux, l'autorisation d'abattage peut être révoquée en tout temps.

CHAPITRE III. — *De l'autorisation d'acheter, de transporter et de vendre des animaux vivants appartenant aux catégories grand et autre gibiers*

Art. 4. § 1er. Les propriétaires ou exploitants de parcs visés à l'article 1er du présent arrêté peuvent obtenir auprès de l'ingénieur-chef de cantonnement une dérogation à l'interdiction d'acheter, de transporter et de vendre des animaux vivants appartenant aux catégories grand et autre gibiers, valable pour un mois maximum, pour les motifs suivants :

1° installer un des parcs visés à l'article 1er;

2° déplacer les individus surdensitaires ou éviter la consanguinité;

3° dans le seul cas des parcs visés à l'article 1er, 1° et 2°, transporter de et vers ainsi que commercialiser avec les exploitants de parcs situés en Région wallonne ou dans des régions ou des pays étrangers.

§ 2. En cas de transport en Région wallonne, les animaux devront être accompagnés du document visé au § 1er.

Dans le cas d'animaux destinés à être transportés en dehors de la Région wallonne, ce document doit être complété par un certificat émanant d'un docteur vétérinaire et spécifiant l'origine et la destination des animaux.

Art. 5. § 1er. La demande d'autorisation devra être adressée à l'ingénieur-chef de cantonnement sous pli recommandé à la poste ou remise contre récépissé.

La demande mentionnera :

1° le nombre d'animaux qui seront transportés, par espèce et par sexe;

2° le lieu de départ en précisant l'adresse complète et l'identité de l'expéditeur;

3° le lieu d'arrivée en précisant l'adresse complète et l'identité du destinataire;

4° le motif de l'autorisation demandée.

A la demande sera joint un certificat signé par un docteur vétérinaire, datant de moins de trois mois, attestant les bonnes conditions de détention du gibier concerné et certifiant que celui-ci ne présente aucun signe de maladies contagieuses propres à l'espèce.

§ 2. L'ingénieur chef de cantonnement dispose d'un délai de vingt jours ouvrables à partir de la réception de la demande pour y donner suite.

CHAPITRE IV. — *Dispositions générales et finales*

Art. 6. En cas de refus aux demandes visées aux chapitres II et III du présent arrêté, un recours peut être introduit par lettre recommandée à La Poste par le requérant auprès du directeur du ressort, lequel dispose d'un délai de vingt jours ouvrables à partir de la réception du recours pour y donner suite.

Art. 7. Les dispositions du chapitre Ier du présent arrêté entrent en vigueur au 1er juillet 1995.

Art. 8. Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 avril 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ANNEXE I

FORMULAIRE A

RECOMMANDE

DEMANDE D'AUTORISATION
D'EXPLOITER UN PARC D'ELEVAGE DE GIBIER POUR LA PRODUCTION DE VIANDE

I. Demandeur : Nom et prénom :
 Profession : Tél. :
 Domicile :

II. Localisation du parc.

Communes et lieu(x)-dit(s) :

.....

Superficie :ha

Date d'installation du parc :

.....

III. Nombre d'animaux, par espèce, détenus dans le parc :

.....

IV. Structure d'encadrement éventuelle :

.....

(Indiquer l'identité des personnes qui la constituent et leurs fonctions).

Le soussigné certifie :

— élever du grand gibier destiné uniquement à produire de la viande propre à la consommation humaine, à l'exclusion de toute destination cynégétique;
 — que le parc visé au point II présente un caractère hermétique ne permettant pas le passage du gibier dans l'un ou l'autre sens et qu'il est procédé à l'abattage du gibier élevé, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 30 décembre 1992 relatif à l'expertise et au commerce de viandes de gibier d'élevage.

Ci-joint un certificat sanitaire, signé par un docteur vétérinaire, datant de moins de trois mois, attestant des bonnes conditions de détention du gibier et certifiant que celui-ci ne présente aucun signe de maladies contagieuses propres à l'espèce.

Fait à, le

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 1996 accordant des dérogations pour l'exploitation de certains parcs d'élevage d'animaux appartenant aux catégories grand et autre gibiers ainsi que pour l'achat, le transport et la vente de ces animaux d'élevage vivants.

Namur, le 25 avril 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
 chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
 R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
 G. LUTGEN

ANNEXE IIFORMULAIRE BAUTORISATION/OU REFUS D'UNE AUTORISATION D'EXPLOITER UN PARC D'ELEVAGE DE GIBIER
POUR LA PRODUCTION DE VIANDE

M.

demeurant à

est autorisé / n'est pas autorisé à exploiter un parc d'élevage situé à

en vue d'élever du grand gibier uniquement destiné à produire de la viande propre à la consommation humaine, à l'exclusion de toute destination cynégétique.

Motivation de la décision :

.....

.....

..... (voir annexe éventuelle)

Fait à, le

Le Chef de la Direction ou de l'Inspection forestière,

N.B. :

- 1) Si l'autorisation est refusée, il vous est loisible d'introduire, par lettre recommandée à La Poste, un recours auprès du Directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège 15, à 5100 JAMBES. Pour être recevable, ce recours doit obligatoirement être envoyé à l'adresse précitée dans les vingt jours de la notification de la présente.
- 2) L'autorisation est révoquée annuellement. Une attestation d'un docteur vétérinaire témoignant des bonnes conditions de détention du gibier pourra vous être demandée chaque année. L'autorisation pourra vous être retirée en cas de non-respect des dispositions réglementaires.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 1996 accordant des dérogations pour l'exploitation de certains parcs d'élevage d'animaux appartenant aux catégories grand et autre gibiers ainsi que l'achat, le transport et la vente de ces animaux d'élevage vivants.

Namur, le 25 avril 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 - 1161

[C - 27331]

25. APRIL 1996. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Gewährung von Abweichungen für den Betrieb gewisser Parks zur Zucht von den Großwild- und sonstigen Wildkategorien angehörenden Tieren sowie für den Ankauf, den Transport und den Verkauf dieser lebenden Zuchttiere

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, insbesondere des durch das Dekret vom 14. Juli 1994 eingefügten Artikels 12bis;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Wallonischer Oberster Rat für das Jagdwesen);

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

KAPITEL I. — *Der Betrieb gewisser Wildzucht-parks*

Artikel 1 - Die Zucht von Tieren, die den Großwild- und sonstigen Wildkategorien angehören, wird in Parks genehmigt, die derartig eingezäunt sind, das kein Ein- und Austreten dieser Tiere möglich ist, keine Jagdbestimmung haben, und die ausschließlich einer der folgenden drei Kategorien entsprechen:

1° Zucht-parks, die zu Handelszwecken und mit der Absicht, Großwildfleisch zu erzeugen, betrieben werden;

2° zoologische Parks, die in Artikel 3 Punkt 9 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere erwähnt sind;

3° private und der Öffentlichkeit nicht zugängliche Zucht-parks, in denen nur Tiere der Hirsch-, Reh-, Damm- oder Muffelarten zwecks der Erzeugung und des Verbrauchs von Fleisch durch den Haushalt des Eigentümers oder zwecks der Beobachtung gehalten werden.

KAPITEL II. — *Die Genehmigung zur Erlegung von Zuchtgroßwild*

Art. 2 - § 1. Jede Erlegung von Großwild in einem in Artikel 1 1° und 2° des vorliegenden Erlasses erwähnten Park muß Gegenstand einer vorherigen Genehmigung sein, deren Gültigkeit ein Jahr nicht überschreiten darf.

In den in Artikel 1 3° des vorliegenden Erlasses erwähnten Parks darf die Genehmigung fünfzehn Tage nicht überschreiten.

§ 2. Diese Genehmigung darf nur nach Abschluß einer Untersuchung und aus folgenden Gründen erteilt werden:

1° die Erzeugung von für den Verbrauch bestimmtem Fleisch nur in den einzigen in Artikel 1 1° erwähnten Parks;

2° den Verbrauch durch den Haushalt des Antragstellers;

3° das Erlegen von überzähligen, verwundeten, kranken oder gefährlich gewordenen Tieren. In diesem Fall müssen die erlegten Tiere an Ort und Stelle verzehrt oder der Abdeckerei übergeben werden.

Art. 3 - § 1. Der Antrag auf eine Erlegungsgenehmigung muß dem Ingenieur-Forstamtchef per Einschreibebrief zugeschickt oder gegen Empfangsbestätigung übermittelt werden.

Dieser Brief gibt insbesondere die Anzahl pro Art und pro Geschlecht der zu erlegenden Tiere, die genaue Lokalisierung des Parks sowie den Grund des Antrags an.

§ 2. Der Ingenieur-Forstamtchef verfügt über eine Frist von zwanzig Werktagen ab dem Empfang des Antrags, um ihm stattzugeben.

Diese Frist wird jedoch auf drei Werktage beschränkt, wenn es sich um verwundete, kranke oder gefährlich gewordene Tiere handelt.

§ 3. Wenn die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nicht beachtet werden oder im Falle eines betrügerischen Verhaltens kann die Erlegungsgenehmigung jederzeit widerrufen werden.

KAPITEL III. — *Die Genehmigung zum Ankauf, Transport und Verkauf von lebenden Tieren, die den Großwild- und sonstigen Wildkategorien angehören*

Art. 4 - § 1. Die Eigentümer oder Betreiber von in Artikel 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Parks können beim Ingenieur-Forstamtchef eine höchstens einen Monat gültige Abweichung vom Verbot, lebende Tiere, die den Großwild- und sonstigen Wildkategorien angehören, anzukaufen, zu transportieren und zu verkaufen erhalten und zwar aus den folgenden Gründen:

1° die Einrichtung eines in Artikel 1 erwähnten Parks;

2° die Umsiedlung von überzähligen Tieren oder die Vorbeugung der Blutsverwandtschaft;

3° nur in den in Artikel 1 1° und 2° erwähnten Parks, die Ein- und Ausfuhr von Tieren in die/aus den in der Wallonischen Region oder in anderen Region oder im Ausland gelegenen Parks sowie der Handel mit Betreibern solcher Parks.

§ 2. Wenn es sich um einen Transport in der Wallonischen Region handelt, müssen die Tiere mit dem in § 1 erwähnten Dokument versehen sein.

Im Falle von Tieren, die für den Transport außerhalb der Wallonischen Region bestimmt sind, muß dieses Dokument mit einem tierärztlichen Zeugnis, das die Herkunft und die Bestimmung der Tiere angibt, ergänzt werden.

Art. 5 - § 1. Der Antrag auf Genehmigung muß dem Ingenieur-Forstamtchef per Einschreibebrief zugeschickt oder gegen Empfangsbestätigung übermittelt werden.

Der Antrag gibt folgendes an:

- 1° die Anzahl der Tiere, die transportiert werden, pro Art und pro Geschlecht;
- 2° der Abfahrtsort mit der genauen Angabe der vollständigen Anschrift und der Personalien des Absenders;
- 3° der Bestimmungsort mit der genauen Angabe der vollständigen Anschrift und der Personalien des Empfängers;
- 4° der Grund der beantragten Genehmigung.

Dem Antrag wird ein vom Tierarzt unterzeichnetes, höchstens drei Monate altes Zeugnis beigelegt, das die guten Haltungsbedingungen des betroffenen Wildes bescheinigt. Das Zeugnis muß ebenfalls bestätigen, daß dieses Wild kein Zeichen einer für die entsprechende Art charakteristischen ansteckenden Krankheit erkennen läßt.

§ 2. Der Ingenieur-Forstamtchef verfügt über eine Frist von zwanzig Werktagen ab dem Empfang des Antrags, um ihm stattzufinden.

KAPITEL IV. — Allgemeine und Schlußbedingungen

Art. 6 - Wenn die in Kapiteln II und III des vorliegenden Erlasses erwähnten Anträge eine Absage bekommen, ist der Antragsteller berechtigt, beim Direktor des Bezirks per Einschreibebrief eine Berufung einzulegen. Dieser verfügt dann über eine Frist von zwanzig Werktagen ab dem Empfang der Berufung, um ihr stattzufinden.

Art. 7 - Die Bestimmungen vom Kapitel I des vorliegenden Erlasses treten am 1. Juli 1995 in Kraft.

Art. 8 - Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. April 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

FORMULAR A

ANLAGE I

EINSCHREIBEN

ANTRAG AUF GENEHMIGUNG ZUM BETRIEB EINES WILDZUCHTPARKS ZWECKS DER FLEISCHERZEUGUNG

I. **Antragsteller:** Name und Vorname:
Beruf: Tel.
Wohnsitz:

II. Lokalisierung des Parks:

Gemeinden und Ortschaft(en): Fläche: ha
.....
..... Datum der Errichtung des Parks:
.....

III. Anzahl pro Art der im Park gehaltenen Tiere:

.....
.....
.....

IV. Eventuelle Betreuungsstruktur:

.....
.....
.....

(Die Personalien und die Funktion der Personen angeben, die diese Betreuungsstruktur bilden)

Der Unterzeichnete bestätigt:

- daß er Großwild züchtet, das nur für die Erzeugung von für den menschlichen Genuß geeignetem Fleisch bestimmt ist, mit Ausnahme jeglicher Jagdbestimmung;

- daß der unter Pos. II erwähnte Park eingezäunt ist und das Ein- und Austreten des Wildes nicht ermöglicht, daß das gezüchtete Wild gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 30. Dezember 1992 bezüglich der Begutachtung und des Handels von Zuchtwildfleisch erlegt wird.

Diesem Antrag wird ein vom Tierarzt unterzeichnetes höchstens drei Monate altes Gesundheitszeugnis beigelegt, das die guten Haltungsbedingungen des betroffenen Wildes bescheinigt. Es bestätigt ebenfalls, daß dieses Wild kein Zeichen einer für diese Art charakteristischen ansteckenden Krankheit erkennen läßt.

Geschehen zu....., am

Unterschrift:.....

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 25. April 1996 zur Gewährung von Abweichungen für den Betrieb gewisser Parks zur Zucht von den Großwild- und sonstigen Wildkategorien angehörenden Tieren sowie für den Ankauf, den Transport und den Verkauf dieser lebenden Zuchttiere beigelegt zu werden.

Namur, den 25. April 1996.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft
G. LUTGEN

ANLAGE II

FORMULAR B

GENEHMIGUNG ODER VERWEIGERUNG EINER GENEHMIGUNG
ZUM BETRIEB EINES WILDZUCHTPARKS ZWECKS DER FLEISCHERZEUGUNG

Herr/Frau

wohnhaft in

wird genehmigt/wird nicht genehmigt, einen in
gelegenen Zuchtpark zu betreiben, und zwar zwecks der Zucht von Großwild, das nur für die Erzeugung von für den
menschlichen Genuß geeignetem Fleisch bestimmt ist, mit Ausnahme jeglicher Jagdbestimmung.

Begründung des Beschlusses:

.....
.....

.....(Siehe die eventuelle Anlage)

Geschehen zu, am

Der Leiter der Direktion oder der Forstinspektion,

Anm.

- 1) Wenn die Genehmigung verweigert wird, sind Sie berechtigt, per Einschreibebrief beim Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Avenue Prince de Liège, 15 in 5100 Jambes Berufung einzulegen. Um zulässig zu sein muß diese Berufung unbedingt innerhalb von zwanzig Tagen nach der Zustellung der vorliegenden Notifizierung an die vorgenannte Anschrift geschickt werden.
- 2) Die Genehmigung kann jährlich widerrufen werden. Eine Bescheinigung des Tierarztes zur Bestätigung der guten Haltungsbedingungen des betroffenen Wildes kann jedes Jahr gefordert werden. Bei der Nichtbeachtung der Verordnungsbestimmungen kann die Genehmigung entzogen werden.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 25. April 1996 zur Gewährung von Abweichungen für den Betrieb gewisser Parks zur Zucht von den Großwild- und sonstigen Wildkategorien angehörenden Tieren sowie für den Ankauf, den Transport und den Verkauf dieser lebenden Zuchttiere beigelegt zu werden.

Namur, den 25. April 1996

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 - 1161

[C - 27331]

25 APRIL 1996. — Besluit van de Waalse Regering tot toekening van afwijkingen voor de uitbating van bepaalde kweekparken van dieren van de categorieën "grof en overig wild", alsook voor de aankoop, het vervoer en de verkoop van deze levende gekweekte dieren

De Waalse Regering,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 12bis, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994;
Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad);
Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Uitbating van bepaalde kweekparken van wild*

Artikel 1. Het kweken van dieren van de categorieën grof en overig wild wordt gemachtigd in parken die volledig omheind zijn, zodat deze dieren er niet in of uit kunnen, niet voor jachtdoeleinden bestemd zijn en die tot één van de drie volgende categorieën behoren, met uitzondering van elke andere :

- 1°) de kweekparken uitgebaat voor handelsdoeleinden i.v.m. de produktie van vlees van grof wild;
- 2°) de dierentuinen bedoeld in artikel 3, punt 9, van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn van dieren;
- 3°) de privé-kweekparken die niet voor het publiek opengesteld zijn en waar enkel dieren van de soorten edelhert, ree, damhert of moeflon gehouden worden voor de produktie en consumptie van vlees door het huishouden van de eigenaar of voor onderzoeksdoeleinden.

HOOFDSTUK II. — *De machtiging tot slachten van gekweekt grof wild*

Art. 2. § 1. Elke slachting van grof wild in een van de in artikel 1, sub 1° en 2°, van dit besluit bedoelde parken moet het onderwerp zijn van een voorafgaande machtiging die niet langer dan één jaar mag geldig zijn.

Voor de in artikel 1, sub 3°, van dit besluit bedoelde parken mag de machtiging niet langer dan vijftien dagen geldig zijn.

§ 2. Deze machtiging kan enkel verleend worden na onderzoek en voor de volgende redenen :

- 1° de produktie van consumptievlees enkel in de in artikel 1, sub 1°, bedoelde parken;
- 2° de consumptie door het huishouden van de aanvrager;
- 3° de opruiming van overtollige, gekwetste, zieke of gevaarlijk geworden dieren. In dit geval moeten de afgemaakte dieren ter plaatse gebruikt worden of door het vilbeluik opgehaald worden.

Art. 3. § 1. De machtigingsaanvraag tot slachting moet aan de ingenieur-houtvester bij een ter post aangetekende brief gericht worden of overhandigd worden tegen ontvangstbewijs.

In deze brief wordt o.a. melding gemaakt van het aantal te slachten eenheden per soort en geslacht, de juiste ligging van het park en de reden van het verzoek.

§ 2. De ingenieur-houtvester beschikt over een termijn van twintig werkdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag om er een gevolg aan te geven.

Deze termijn wordt evenwel herleid tot drie werkdagen voor gekwetste, zieke of gevaarlijk geworden dieren.

§ 3. Indien de bepalingen van dit besluit niet worden nageleefd of bij frauduleuse handeling, kan de machtiging tot slachten altijd ingetrokken worden.

HOOFDSTUK III. — *De machtiging tot aankoop, vervoer en verkoop van levende dieren van de categorieën grof en overig wild*

Art. 4. De eigenaars of uitbaters van de in artikel 1 van dit besluit bedoelde parken kunnen bij de ingenieur-houtvester een afwijking bekomen van het verbod van aankoop, vervoer en verkoop van levende dieren van de categorieën grof en overig wild, geldig voor maximum één maand, voor de volgende redenen :

- 1° een van de in artikel 1 bedoelde parken inrichten;
- 2° overtollige dieren verplaatsen of bloedverwantschap vermijden;
- 3° enkel wat betreft de in artikel 1, sub 1° en 2°, bedoelde parken, het vervoer van en naar alsook handel drijven met de uitbaters van parken gevestigd in het Waalse Gewest of in vreemde gewesten of landen.

§ 2. Indien zij in het Waalse Gewest vervoerd worden, moet het in § 1 bedoelde document bij de dieren gevoegd zijn.

Wat betreft dieren die buiten het Waalse Gewest moeten worden vervoerd, dient een getuigschrift van een veearts bij dit document te worden gevoegd tot bevestiging van de herkomst en de bestemming van de dieren.

Art. 5. § 1. De machtigingsaanvraag moet aan de ingenieur-houtvester bij een ter post aangetekende brief gericht worden of overhandigd worden tegen ontvangstbewijs.

De aanvraag vermeldt :

- 1° het aantal te vervoeren dieren, per soort en per geslacht;
- 2° de vertrekplaats met opgave van het volledige adres en de identiteit van de verzender;
- 3° de aankomstplaats met opgave van het volledige adres en de identiteit van de bestemming;
- 4° de reden van de gevraagde machtiging.

Bij het verzoek wordt een door een veearts ondertekend getuigschrift gevoegd, dat niet ouder dan drie maanden is, waarbij bevestigd wordt dat het betrokken wild in goede opsluitingsomstandigheden verkeert en dat het geen tekens van soortspecifieke besmettelijke ziekte vertoont.

§ 2. De ingenieur-houtvester beschikt over een termijn van twintig werkdagen vanaf de ontvangst van de aanvraag om er een gevolg aan te geven.

HOOFDSTUK IV. — *Algemene en slotbepalingen*

Art. 6. Indien de in hoofdstukken II en III van dit besluit bedoelde aanvragen worden geweigerd, kan de verzoeker beroep indienen bij een ter post aangetekende brief gericht aan de directeur van het ambtsgebied, die over een termijn van twintig werkdagen vanaf de ontvangst van het beroep beschikt om er een gevolg aan te geven.

Art. 7. De bepalingen van hoofdstuk I van dit besluit worden van kracht op 1 juli 1995.

Art. 8. De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 april 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Formulier A

BIJLAGE I.
AangetekendMAGTIGINGSAAVRAAG VOOR DE UITBATING
VAN EEN KWEKPARK VAN WILD VOOR DE PRODUKTIE VAN VLEES

I. Aanvrager : Naam en voornaam :
Beroep : Tel. :
Adres :

II. Ligging van het park :

Gemeenten en buurtschap(pen) : Oppervlakte : ha
..... Datum van oprichting van het park :
.....

III. Aantal dieren, per soort, gehouden in het park :

.....
.....
.....

IV. Eventuele begeleidingsstructuur :

.....
.....
.....

(Vermelding van de identiteit van de personen die er deel van uitmaken en hun functies)

Ondergetekende bevestigt dat

- hij enkel grof wild kweekt voor de produktie van vlees voor menselijke consumptie, met uitsluiting van enig jachtdoeleinde;
- het in punt II bedoelde park volledig afgesloten is, zodat geen wild in of uit kan en dat het gekweekt wild geslacht wordt overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 30 december 1992 betreffende de keuring van en de handel in vlees van gekweekt wild.

Hierbijgevoegd een verklaring inzake de gezondheid, ondertekend door een veearts, dat niet ouder dan drie maanden is en waarbij bevestigd wordt dat het wild in goede opsluitingsomstandigheden verkeert en dat het geen tekens van soortspecifieke besmettelijke ziekte vertoont.

Opgemaakt te....., op

Handtekening.....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 1996 tot toekenning van afwijkingen voor de uitbating van bepaalde kweekparken van dieren van de categorieën "grof en overig wild", alsook voor de aankoop, het vervoer en de verkoop van deze levende gekweekte dieren.

Namen, 25 april 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Formulier B

BIJLAGE II.

**MACHTIGING OF/WEIGERING VAN EEN UITBATINGSMACHTIGING
VOOR EEN KWEERPARK VAN WILD VOOR DE PRODUCTIE VAN VLEES**

De heer, Mevr.

wonende te

wordt gemachtigd / wordt niet gemachtigd een kweekpark uit te baten, dat gelegen is te

voor het kweken van grof wild enkel voor de productie van vlees geschikt voor menselijke consumptie, met uitsluiting van enig jachtdoeleinde.

Motivatie van de beslissing :

.....

..... (indien nodig, zie bijlage)

Opgemaakt te, op

Chef van de directie of bosinspectie,

N.B. :

- 1) Indien de machtiging wordt geweigerd, bent u vrij, bij een ter post aangetekende brief, een beroep in te dienen bij de directeur-generaal van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, avenue Prince de Liège 15, te 5100 Jambes. Om geldig te zijn moet dit beroep verplicht naar voornoemd adres gestuurd worden binnen twintig dagen na verzending van dit bericht.
- 2) De machtiging kan jaarlijks ingetrokken worden. Een getuigschrift van een veearts ter bevestiging van de goede opsluitingsvoorwaarden van het wild kan u ieder jaar gevraagd worden. De machtiging kan ingetrokken worden indien u de reglementaire voorschriften niet naleeft.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 1996 tot toekenning van afwijkingen voor de uitbating van bepaalde kweekparken van dieren van de categorieën "grof en overig wild", alsook voor de aankoop, het vervoer en de verkoop van deze levende gekweekte dieren.

Namen, 25 april 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN